

avons maintenant un système fort développé et très efficace de coopératives de producteurs qui possèdent les connaissances techniques, les rouages et l'expérience propres à cet aspect du mouvement coopératif.

Nos progrès n'ont pas été aussi rapides dans le secteur de la consommation. D'autre part, en Grande-Bretagne, en Écosse surtout, le mouvement coopératif des consommateurs s'est rapidement accru. Il est très rationnel et très efficace. Je pense que les deux secteurs du mouvement coopératif peuvent nous être utiles. Ils sont complémentaires. Or je pense que, dans un contexte de libre-échange, les mouvements coopératifs du Canada et du Royaume-Uni pourraient, moyennant encouragement et collaboration suffisants du gouvernement, devenir d'importants instruments dans l'organisation efficace du commerce dans les deux sens. Je n'aurai pas le temps de m'étendre sur ce sujet, mais j'ai bien le sentiment que le Parlement et le gouvernement ont trop longtemps méconnu et négligé la valeur économique du mouvement coopératif et qu'ils devraient être disposés à l'utiliser davantage.

Troisièmement, je recommande que le Parlement ne néglige rien pour que le port de Churchill, au Manitoba, soit utilisé davantage. C'est le plus proche port de mer pour la plus grande partie des provinces des Prairies. Il pourrait devenir une grande métropole si on l'y aidait un peu. On pourrait, par exemple, l'utiliser au maximum comme centre de commerce ou port d'entrée ou de sortie, selon le cas, de nos échanges avec le Royaume-Uni. De fait, j'irais jusqu'à préconiser que le port de Churchill devienne un port franc dans le cas des marchandises de fabrication anglaise. Cela pousserait l'aménagement des installations et l'utilisation du port; par suite, l'ouest du Canada en toucherait de gras dividendes.

Telle est ma thèse pour demander que le Canada accepte l'offre du Royaume-Uni. A cette proposition, le gouvernement a réagi d'une façon tout à fait décevante. Je ne veux pas le répéter trop souvent, mais nous savons que le premier ministre actuel a souvent répété, dans ses campagnes à travers le pays, qu'il souhaite l'augmentation du commerce entre le Royaume-Uni et le Canada. Il a annoncé des tentatives en vue de détourner vers la Grande-Bretagne environ 15 p. 100 de notre commerce avec les États-Unis. Cela fondait les Canadiens à croire qu'un nouveau gouvernement prendrait des mesures précises, dès son arrivée au pouvoir, pour soumettre certaines propositions au Royaume-Uni.

Vous pouvez imaginer la consternation qu'ont éprouvée plusieurs de ceux qui s'intéressent vivement à la question, car non seulement le gouvernement n'a pas soumis

[M. Zaplitny.]

de propositions au Royaume-Uni, mais, quand ce dernier en a fait une, le gouvernement du Canada a eu une réaction presque d'horreur, comme pour dire: eh! les copains, bien sûr vous n'avez pas besoin de nous prendre tellement au sérieux. Nous ne disions pas réellement notre pensée. Nous songions seulement aux élections et maintenant, tout à coup, vous venez nous offrir le libre-échange.

Je pense que le gouvernement du Canada aurait dû immédiatement approuver le principe dont s'inspire cette proposition et commencer immédiatement à élaborer des plans en vue d'y donner suite. Ce qu'il a fait jusqu'ici a été tout à fait décevant. Je ne suis pas soupçonneux plus qu'il ne faut, de ma nature, monsieur l'Orateur, mais, si je l'étais, je pourrais citer des extraits de journaux comme le *Leader-Post*, de Regina, le *Star-Phoenix*, de Saskatoon et la *Free Press*, de Winnipeg, ainsi que les paroles de l'hon. M. Matheson, premier ministre de l'Île du Prince-Édouard, qui tous, depuis que cette offre a été faite, ont exprimé l'avis que le gouvernement ne se soucie pas d'accroître le commerce avec la Grande-Bretagne, ne s'intéresse pas à une zone de libre-échange et estime qu'il pourra d'une manière ou d'une autre éluder cette question sans avoir à en répondre devant les électeurs.

J'espère que le gouvernement, pour son propre bien, ne cherchera pas à agir ainsi en ce qui concerne l'Ouest canadien et les provinces Maritimes. De fait, je doute qu'il joue même le centre du Canada, mais il ne jouera certainement pas les provinces des Prairies. Il a pris certains engagements. Son chef a déclaré qu'il détournerait vers la Grande-Bretagne un certain volume du commerce fait avec les États-Unis. Et maintenant que l'offre lui a été soumise, nous attendons ce qu'il va en faire. Aucune excuse, aucun artifice ne le tireront de cette situation. Il est fermement tenu d'élargir la zone de libre-échange avec l'Angleterre. La Grande-Bretagne a fait une offre de politique éclairée, une offre sensationnelle qui aurait dû être acceptée immédiatement par le Canada. Nous attendons de voir cette indécision et la manifestation de ce fonctionnarisme, dont le ministre des Finances commence à se faire une spécialité, prendre fin et de voir le premier ministre se lever pour annoncer que le Canada accepte en principe la proposition britannique et prend des mesures concrètes pour la mettre en pratique.

M. J. H. Harrison (Meadow-Lake): Monsieur l'Orateur, depuis quelque temps déjà je n'ai pas prononcé de discours à la Chambre, et même je n'ai fait aucun discours. J'en fais un aujourd'hui parce que durant la dernière campagne électorale j'ai fait une